

REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DES FINANCES CABINET DU MINISTRE

PABRE/Cellule d'Appui au Cadre de Partenariat

RAPPORT DU TROISIEME TRIMESTRE 2011 DE LA CELLULE D'APPUI CHARGEE DU SUIVI DES REFORMES DES FINANCES PUBLIQUES ET DU CADRE DE PARTENARIAT AVEC LES BAILLEURS DE FONDS.

I. INTRODUCTION GENERALE

Le présent rapport trimestriel couvre la période de juillet à septembre 2011 et il montre l'état d'avancement des activités de la Cellule d'appui au Cadre de Partenariat entre le Gouvernement et les Bailleurs de fonds.

Au cours du troisième trimestre 2011, la Cellule d'appui a réalisé les principales activités suivantes :

- Le suivi de la mise en œuvre des programmes d'appuis budgétaires ;
- L'organisation des réunions des partenaires en général et plus particulièrement la réunion du Comité Technique du Cadre de Partenariat entre le Gouvernement et les Bailleurs de Fonds ;
- La mise en œuvre et le suivi du programme de Facilité Elargie de Crédit conclu entre le Gouvernement et le FMI ;
- Le suivi de la mise en œuvre de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques et son plan d'actions ;
- L'alimentation et la gestion du Site WEB du Ministère des Finances.

I. 1. LE SUIVI DE LA MISE EN ŒUVRE DES PROGRAMMES D'APPUIS BUDGETAIRES

Au cours de ce troisième trimestre 2011, la Cellule s'est attelée à suivre la mise en œuvre des différents déclencheurs de décaissement des appuis budgétaires fixés de commun accord avec les partenaires techniques et financiers (PTF). Des réunions de haut niveau ont été organisées pour évaluer ensemble avec ces derniers le niveau de réalisation.

C'est dans ce cadre que la Cellule a préparé la requête pour le décaissement de l'appui budgétaire de l'Union Européenne et la lettre de politique de développement pour le décaissement de l'appui budgétaire de la Banque Mondiale.

Ainsi, au cours de ce troisième trimestre, le Burundi a bénéficié de la première tranche des appuis budgétaires de la part de la Banque Africaine de Développement et a rempli les critères pour le décaissement de la deuxième tranche attendue à fin octobre 2011.

I. 2. ORGANISATION DE LA REUNION DU COMITE TECHNIQUE DU CADRE DE PARTENARIAT

En septembre 2011, la Cellule d'appui a organisé une réunion du Comité Technique du Cadre de Partenariat (bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux).

Au cours de la réunion les partenaires ont été informés de la mise en œuvre de différentes réformes exécutées au sein du Ministère des Finances, de l'état d'exécution du budget 2011 des appuis budgétaires par les différents partenaires techniques et financiers.

I. 3. SUIVI DU PROGRAMME DE FACILITE ELARGIE DE CREDIT (FEC) CONCLU ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LE FMI

La Cellule a organisé conjointement avec le FMI l'évaluation du programme FEC dans le Cadre de la sixième revue.

En juillet 2011, le Comité Exécutif du Fonds Monétaire International (FMI) a conclu la sixième Revue du Programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC).

I. 4. MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET SON PLAN D' ACTIONS

La mise en œuvre de la SGFP au cours du troisième trimestre 2011 a enregistré des réalisations moins satisfaisantes par rapport aux trimestres précédents car beaucoup d'activités sont en cours de réalisation.

I. 4.1. Activités réalisées par programme

Programme 1 : Finalisation et mise en œuvre d'un cadre législatif et réglementaire rénové

Au niveau de ce programme, les activités ci-après ont été effectuées :

- Finalisation du projet d'ordonnance portant domiciliation des financements extérieurs en faveur des entités et projets de l'Etat et adoption de cette ordonnance par le Conseil des Ministres;
- Finalisation du projet de décret sur la gouvernance budgétaire.

Programme 2 : Revue et révision progressive des attributions du Ministère des Finances et des autres départements ministériels pour plus de cohérence et d'efficacité.

Au niveau de ce programme, il a été élaboré une note technique relative aux commentaires sur les projets de réorganisation du Ministère des Finances (MF). La note synthétise, d'une part, des principes devant guider la réorganisation du MF notamment les principes généraux et spécifiques, d'autre part, des commentaires sur les deux projets d'organigrammes élaborés respectivement par le groupe technique n°1(GT1) en novembre 2010 et la mission du FMI en juin 2011. A travers cette note et après une analyse approfondie menée par le GT1, il a été conclu que le projet élaboré par le FMI est conforme avec le nouveau cadre de gestion des finances publiques.

Programme 3 : Renforcement de la mobilisation et de la gestion des ressources intérieures

Pour ce troisième trimestre 2011, les recettes collectées par OBR s'élèvent à 111,524 milliards FBUs par rapport à une collecte de 83,222 milliards de FBUs réalisé pour le troisième trimestre 2010. Soit une augmentation de 28,302 milliards.

A fin septembre 2011, l'OBR a collecté 352 milliards de FBUs pour les neuf premiers mois de 2011, comparativement à une collecte de 255,44 milliards de FBUs réalisé pour les neuf premiers mois de l'année précédente 2010. Cette augmentation est due aux efforts conjugués du Gouvernement du Burundi et de ses partenaires techniques et financiers dans les domaines des réformes de gestion des finances publiques en vue d'avoir une administration fiscale moderne.

Concernant les actions relatives à la révision, actualisation et mise en vigueur de la législation fiscale, les activités ci-après ont été réalisées :

- Le Code Général des Impôts et Taxes est en cours de révision, le draft final est en cours de finalisation ; sa validation est prévue au mois d'octobre 2011 et sa promulgation est projetée avant le 31 décembre 2011 pour entrer en vigueur dès le début de l'année 2012 ;
- Pour le code des procédures fiscales, le draft du code de procédures fiscales est disponible. Il est prévu que le projet soit validé au mois d'octobre 2011 ;
- Pour ce qui est de l'action relative aux exonérations, des mesures correctrices ont été proposées dans le nouveau Code Général des Impôts et Taxes en cours de finalisation ;
- Quant aux actions relatives à la poursuite de la mise en œuvre de la TVA et du TEC de la Communauté Est Africaine, des émissions et des ateliers se font dans le cadre d'une campagne de communication lancée par l'OBR à partir du mois de septembre 2011 ;
- Quant aux actions relatives à l'informatisation du système fiscal, l'impact positif a été remarqué du fait de l'introduction d'un module du projet SIGTAS en cours d'exécution prévu pour la sécurisation du NIF, d'autres émissions et ateliers se poursuivent dans le cadre d'une campagne de communication lancée par OBR à partir du mois de septembre 2011.

Programme 4 : Renforcement de la mobilisation et de la gestion des ressources extérieures.

Au cours du troisième trimestre 2011, les activités suivantes ont été réalisées :

1° La gestion de la dette:

- Le lancement des activités d'analyse dynamique et profonde de la soutenabilité de la dette publique et de la préparation du document de la stratégie de l'endettement public ;
- L'élaboration et validation de l'exposé des motifs du projet de décret portant la réorganisation du comité national du suivi de la dette ;
- Le recrutement du consultant qui va élaborer un document de la stratégie de l'endettement public ;
- La collecte des données nécessaires pour mener des analyses relatives à la dette publique : viabilité, soutenabilité en moyen terme pour en déduire une stratégie d'endettement public ;
- L'identification des besoins pour le démarrage des activités de SYGADE développé appelé SYGADE 6.0 ;
- La revue de l'ancienne version du SYGADE 5.3 ;
- La mise à jour de la base des données de la dette extérieure ;
- L'organisation d'une formation sur la gestion de la dette et sur le SYGADE ;
- La production du draft de rapport de la première mission sur le développement du SYGADE 6.0 par le Consultant de la CUNCED sur la période du 5 au 16 septembre 2011 ;
- La production d'une note trimestrielle sur la dette et d'un bulletin statistique sur la gestion de la dette publique et des dons ;
- La production des tableaux de bord sur la dette publique et sur les dons.

2° La gestion des dons:

- Le document sur « La Politique Nationale de l'Aide Publique au Développement' » a été présenté au Forum Politique du Groupe de Coordination des Partenaires (16 septembre 2011); les bailleurs de fonds n'ont pas pu valider le document et ont été

invités à donner leurs observations qui seront remises à la prochaine réunion du Groupe Suivi & Evaluation du GCP ;

- Appuis budgétaires : préparation de la demande de décaissement de l'appui budgétaire PABRE (UE) et préparation de la lettre de politique de développement et matrice des actions préalables du DARE V (Banque Mondiale) ;
- L'organisation de la réunion du Cadre de Partenariat entre le Gouvernement et les bailleurs de fonds au mois de septembre 2011 en vue d'informer régulièrement les partenaires techniques et financiers l'état d'avancement des activités en rapport avec la gestion des finances publiques.

Programme 5: Amélioration de la gestion de la trésorerie

Les activités réalisées au sein de ce programme sont :

- L'élaboration régulière des plans de trésorerie hebdomadaires ;
- La mise à jour des plans de trésorerie mensuelle, trimestrielle et annuelle.

Programme 6 : Mise en place d'outils de prévision, de programmation et de préparation budgétaire

Dans le cadre de ce programme les activités réalisées sont les suivantes :

- La préparation du projet de budget général de l'Etat pour l'exercice 2012. Signalons que les discussions budgétaires ont eu lieu au mois d'août 2011 entre la commission budgétaire du Ministère des Finances et les Ministères sectoriels. A ce niveau, le calendrier réglementaire a été respecté. Les consultations ministérielles ont eu lieu aussi et se sont terminées à la fin du mois d'août. Ensuite, le projet de budget a été présenté par la Ministre des Finances au siège du FMI au mois de septembre 2011. Pour le moment, le projet est entrain de subir les dernières retouches et il sera soumis au Parlement pour analyse et validation au mois de novembre 2011 ;
- L'élaboration de la première version de l'étude complémentaire sur l'évaluation quantitative des implications budgétaires de la décision de septembre 2005 instaurant la gratuité des frais de l'éducation au primaire afin d'ajuster les crédits budgétaires aux besoins créés par la gratuité de l'éducation primaire. Cette version a été produite par un consultant national. L'élaboration des termes de référence pour le recrutement d'un consultant international qui validera les résultats de l'étude et lancement du processus de recrutement de ce consultant ;

- La finalisation et la restitution du rapport d'étude sur l'évaluation des implications budgétaires de la décision de mai 2006 instaurant la gratuité de certains soins de santé (accouchements et enfants de moins de 5 ans) afin d'augmenter les crédits budgétaires, ainsi que de la part de la santé primaire dans le budget. L'étude est financée par l'ONG PATHFINDER et exécutée par MSH (Management Systems of Health).

Programme 7 : Couverture et présentation du Budget

Le projet de « Protocole d'entente sur la collecte et le partage des données sur le financement extérieur au Gouvernement du Burundi » porte essentiellement sur l'intégration des données dans la loi du budget. Le projet de texte a été présenté au Forum Stratégique du Groupe de Coordination des Partenaires (du 2 août 2011); les bailleurs de fonds ont été invités à donner leurs observations qui seront remises à la prochaine réunion.

Programme 8: Optimisation des procédures d'exécution du budget

Les actions finalisées au niveau de ce programme sont :

- L'analyse des rapports semestriels d'exécution du budget 2011 des différents ministères;
- L'élaboration d'une note technique relative aux procédures dérogatoires (à la procédure normale ou de droit commun) en vigueur actuellement ou envisagées dans le cadre de la rationalisation de la chaîne de la dépense publique.

Programme 9 : Rationalisation et mise en cohérence du système de contrôles extérieurs

Concernant ce programme, les activités suivantes ont été réalisées :

- La poursuite de la réalisation de l'étude sur le rôle respectif des différents corps de contrôle dans un souci d'efficacité. Pour le moment, elle est au niveau de la deuxième phase qui consiste à partager avec tous les acteurs du contrôle les conclusions provisoires de l'étude diagnostique. Les discussions doivent déboucher sur une série de recommandations à soumettre aux autorités compétentes;
- La préparation des différents documents nécessaires qui seront utilisés par les consultants lors de la deuxième mission au Burundi au début du mois d'octobre

2011. Ces documents sont surtout ceux qui concernent le cadre légal et réglementaire du système de contrôle.

Programme 10 : Renforcement des corps de contrôle interne

Les activités finalisées au niveau de ce programme sont entre autres :

- Finalisation du projet d'ordonnance portant fixation des attributions, des règles de fonctionnement et de l'organisation du contrôle des engagements des dépenses ;
- L'organisation de deux ateliers de formation locale pour le personnel de l'Inspection Générale de l'Etat ; l'un portait sur la méthodologie de vérification et l'autre portait sur la mise à jour de vérification de performance.

Programme 11 : Renforcement du contrôle externe

Au niveau de ce programme quelques activités ont été réalisées :

- L'analyse du projet de loi de règlement et de compte-rendu budgétaire de l'exercice 2010 par la Cour des Comptes;
- L'élaboration des termes de référence pour le recrutement d'un consultant chargé d'élaborer les projets de lois portant révision de la loi régissant la Cour des Comptes et celle portant statut des magistrats.

Programme 12 : Contribution à la stratégie nationale de lutte contre la Corruption.

A ce programme, le Groupe technique en charge de ce programme a suivi de près l'élaboration de la Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption et les activités suivantes ont été menées au cours du troisième trimestre 2011:

- L'analyse du document de la Stratégie de Lutte contre la Corruption et son plan d'actions, sur base des résultats de l'enquête sur la gouvernance et la corruption en Conseil des Ministres au mois de juillet 2011. Il a été retourné au Ministère de la Bonne Gouvernance pour la correction. Pour le moment, toutes les observations qui ont été émises lors de la réunion sont déjà intégrées dans le document et il est prêt pour analyse au mois d'octobre 2011 ;

- La présentation de cette stratégie au cours de la réunion du forum politique qui a eu lieu au mois de septembre 2011.

Programme 13 : Renforcement du Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGEFI)

Les activités finalisées au niveau de ce programme sont entre autres :

- La liaison informatique entre le Ministère des Finances et la BRB ;
- Au niveau de l'introduction de la nouvelle nomenclature pour le budget 2012, les travaux de préparation de la table de passage à la nouvelle nomenclature avancent normalement, seule la question de présentation du budget conformément à la nouvelle loi organique reste un point important sur lequel il faut continuer à débattre pour que ce soit bien clair. Sur ce, il a été convenu de faire appel au concepteur du logiciel pour modifier lui-même les programmes ;
- Quant à l'introduction d'un module d'échange de message entre les services, beaucoup de travaux ont été réalisés, seule la mise en exploitation n'a pas encore eu lieu car on attend l'acquisition du serveur d'application.

Programme 14 : Renforcement de la réforme des comptabilités budgétaire et générale de l'Etat et du système statistique des finances publiques.

Les actions achevées au niveau de ce programme sont:

- La production des balances mensuelles provisoires des comptes de l'Etat pour les mois de juillet et d'août 2011;
- Les TOFE des mois de juillet et d'août 2011 ont été produits. Le TOFE du mois de juillet est déjà disponible sur le site WEB du Ministère des Finances, celui du mois d'août sera posté incessamment.

Programme 15 : Système d'archivage

Le processus de recrutement du consultant n'a pas avancé car aucun partenaire ne s'est engagé à financer ce programme.

Programme 16 : Renforcement du système de la réforme.

A ce niveau, quelques activités réalisées méritent d'être signalés :

- La tenue d'une réunion du Comité de Pilotage en date du 5 août 2011 ;
- La tenue d'une réunion du Cadre de Partenariat entre le Gouvernement et les Bailleurs de fonds en date du 6 septembre 2011 ;
- La tenue d'une réunion de coordination entre la Cellule d'Appui et les Présidents des Groupes Techniques sur l'auto-évaluation de la mise en œuvre de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques en rapport avec la méthodologie PEFA.

Programme 17: Renforcement des capacités de l'ensemble des services du Ministère des Finances, y compris les régies financières

Les réalisations effectuées au niveau de ce programme ont porté sur les activités ci-après :

- Passer en revue le plan de formation proposée par la mission du FMI de juin 2011;
- Compléter ledit plan de formation.

Cela a permis de :

- Mieux comprendre les objectifs, l'importance et l'envergure de ce plan de formation ;
- Intégrer le contenu du plan de formation proposé par la mission du FMI au plan de formation élaboré par le groupe technique n°1; trois modules ont été ajoutés par le GT1 aux six modules proposés par la mission du FMI. Il s'agit de :
 - > M 7 CDMT et budgets programmes ;
 - > M 8 Marchés publics ;
 - > M 9 Contrôle interne et externe.
- Démarrer une réflexion sur l'identification de formateurs potentiels (formation des formateurs) et sur les effectifs à former.
- Préparation du programme d'assistance technique du FMI (Octobre 2011- Mars 2012) qui portera entre autres sur la préparation du plan de formation (élaboration des modules).

Programme 18: Mobilisation du soutien interne (des agents du MdF) puis externe (du Gouvernement, de la société civile, de la population, et des partenaires) en faveur des réformes.

Au niveau de ce programme, il a été régulièrement publié sur le site web du Ministère des Finances des informations en rapport avec les finances publiques.

Programme 19 : Rationalisation et renforcement de la maîtrise de la masse salariale en préservant les besoins des Ministères prioritaires.

Au niveau de ce programme, quelques activités ont été réalisées :

- La production mensuelle d'un tableau des effectifs par Ministère intégrant les mouvements du personnel par le Service chargé de la gestion de la solde en collaboration avec le SIGEFI et par le biais du nouveau logiciel de la paie ;
- Le contrôle des recrutements sur base des effectifs prévus par la Loi des Finances est effectué par le Ministère des Finances en collaboration avec le Ministère en charge de la Fonction Publique.

1. 4.2. Contraintes

Certains programmes n'ont pas avancé comme prévu à cause du retard enregistré au niveau de la promulgation du RGGBP : principal texte d'application de la LOFP. Un faible taux de réalisation s'observe également au niveau des programmes 10,11 et 15 suite au manque d'assistance technique ou de financement.

I. 5. ALIMENTATION ET LA GESTION DU SITE WEB DU MINISTERE DES FINANCES.

LES DOSSIERS PUBLIES SUR LE SITE WEB AU COURS DU 3^{ème} TRIMESTRE

Au cours du 3^{ème} trimestre 2011 les informations suivantes ont été publiées sur le site Web du Ministère des finances :

- Etat d'exécution Budgétaire à fin juin 2011
- TOFE du mois de juin 2011
- TOFE du mois de juillet 2011

- Compte Rendu de la Réunion du Comité Technique du Cadre de Partenariat entre le Gouvernement du Burundi et les Bailleurs de Fonds
- Compte Rendu de la Réunion du Comité de Pilotage des Réformes de la Gestion des Finances Publiques
- Rapport du deuxième Trimestre 2011 sur la Mise en œuvre de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques
- Communiqué conjoint Gouvernement de la République du Burundi-Fonds Monétaire International relatif à la Conclusion de la 5^{ème} Revue du Programme de Facilité Elargie de Crédit(FEC)
- Termes de référence pour le recrutement d'un Administrateur SYGADE à la Direction de la Trésorerie.

Dans la rubrique actualités, les informations suivantes ont été publiées :

- Conclusion de la 6^{ème} Revue du Programme de Facilité Elargie de Crédit(FEC)
- Signature d'un Accord de mise en place d'un Bureau National de la Banque Africaine de Développement (BAD-FAD) au Burundi
- Réunion du Comité de Pilotage
- Signature de deux Conventions de Financement : l'une relative à la Construction et Bitumage de la Route Nationale n°19(Cankuzo-Muyinga) ainsi que l'Appui Institutionnel à la Direction Générale de l'Office des Routes
- Signature d'un Accord de Don pour le Projet de Gestion Environnementale du Lac Victoria
- Signature d'un Don de offre par la République Populaire de la Chine
- Signature d'un Accord de Don pour le Financement Additionnel du Projet de Développement du Secteur Routier.
- Mission du Fonds Monétaire International (FMI) au Burundi.

Dans la rubrique Trésorerie et Comptabilité, les informations suivantes ont été publiées :

- Plan de Trésorerie à fin juin 2011

II. ACTIVITE DETAILLEE DE CHACUN DU PERSONNEL DE LA CELLULE D'APPUI

II. 1. Les Conseillers

1° La conseillère Annonciate NSHIMIRIMANA est chargée d'assurer de façon permanente le suivi des activités des groupes techniques 1,3 et 7.

A ce titre elle a réalisé les activités suivantes :

- ✓ Préparation avec les deux autres conseillers du rapport d'état d'exécution du plan d'actions du Ministère des Finances qui a été transmis à la Deuxième Vice-Présidence en septembre 2011;
- ✓ Elaboration d'exposé des motifs du projet de décret sur la gouvernance budgétaire ;
- ✓ En collaboration avec les deux autres conseillers, elle a aidé à l'élaboration de l'exposé des motifs du projet d'ordonnance portant fixation des attributions, des règles de fonctionnement et de l'organisation du contrôle des engagements des dépenses ;
- ✓ En collaboration avec les présidents des groupes techniques 1, 3 et 7, elle a pris part à la fixation des points à l'ordre du jour des réunions qui ont été tenues par ces groupes ;
- ✓ Mobilisation des membres des groupes techniques pour participer aux différentes réunions prévues;
- ✓ Mise à la disposition des groupes toute la documentation nécessaire à la réalisation de certaines activités de la SGFP;
- ✓ Contribution aux discussions au sein des réunions des groupes techniques ;
- ✓ Information au Coordonnateur Adjoint de la CASR des problèmes rencontrés par les groupes techniques pour d'éventuelles solutions.

2° Le Conseiller Anicet CUNAMIRO est chargé du suivi des Groupes Techniques 2, 6 et 9.

A ce titre il a réalisé les activités suivantes

- ✓ Collecte des documents de preuve et des informations relatives aux indicateurs de décaissements des appuis budgétaires de la Banque Mondiale pour l'exercice 2011(DAR 5) auprès des différents Ministères sectoriels et institutions de l'Etat ;
- ✓ En collaboration avec les deux autres conseillers, il a préparé le rapport d'état d'exécution du plan d'actions du Ministère des Finances qui a été transmis à la Deuxième Vice-Présidence en septembre 2011;
- ✓ En collaboration avec les deux autres conseillers, il a assuré le secrétariat des différentes missions intervenant dans bien de domaines de la gestion des finances publiques , des réunions de cadre de partenariat entre le Gouvernement et les bailleurs de fonds et du Comité de Pilotage de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques ;
- ✓ Préparation des documents de travail pour la préparation des réunions des trois groupes techniques sous sa responsabilité ;
- ✓ Mobilisation des membres des groupes techniques à sa charge à participer régulièrement aux réunions ;
- ✓ Participation aux réunions des groupes techniques à sa charge et rédaction des comptes rendu de toutes ces réunions ;
- ✓ Transmission aux groupes techniques à sa charge des avis et considérations de la Cellule d'appui sur leur travail quotidien ;
- ✓ Participation à toutes les réunions organisées par la Cellule d'appui ;
- ✓ En collaboration avec les présidents des groupes techniques 2, 6 et 9, il a pris part à la proposition des points à l'ordre du jour des réunions qui ont été tenues par ces groupes. Il a produit également des documents de travail pour orientation ;

- ✓ Il a informé de façon régulière à la Coordination de la CASR des problèmes rencontrés par les groupes techniques pour des éventuelles solutions ;
- ✓ Contribution aux discussions au sein des réunions des groupes techniques.

3°. Le Conseiller Didace NDERICIMPAYE est chargé du suivi des groupes techniques 4,5 et 8.

Au cours de ce 3ème trimestre 2011, il a réalisé les activités suivantes :

- ✓ Participation en collaboration avec les deux autres conseillers, à l'élaboration du rapport d'exécution du plan d'actions du Ministère des Finances à fin septembre 2011 envoyé à la Deuxième Vice-présidence;
- ✓ En collaboration avec les présidents des groupes techniques 4, 5 et 8, il a participé à l'organisation et à la définition des points à l'ordre du jour de toutes les réunions des groupes techniques ;
- ✓ En collaboration avec les deux autres conseillers, il a élaboré l'exposé des motifs du projet d'ordonnance portant fixation des attributions, des règles de fonctionnement et de l'organisation du contrôle des engagements des dépenses ;
- ✓ Participation aux différentes réunions des groupes techniques 4, 5 et 8 et production des comptes rendus desdites réunions;
- ✓ Participation aux différentes réunions de la Cellule d'appui au suivi des Réformes pour évaluer le pas franchi par les groupes techniques dans la réalisation de leurs activités ;
- ✓ Participation à d'autres réunions comme celles du Cadre de Partenariat et celles de différentes missions de supervision ;
- ✓ Sous l'autorisation du Coordonnateur ou du Coordonnateur Adjoint de la CASR, il a aidé à la recherche des données pour les différentes missions auprès des différents services des Ministères concernés ;

- ✓ Transmission régulière aux groupes techniques à sa charge des considérations et suggestions de la Cellule afin de mieux avancer dans la mise en œuvre de leurs programmes ;
- ✓ En collaboration avec les deux autres conseillers, il a assuré le secrétariat des différentes missions intervenant dans bien de domaines de la gestion des finances publiques et des réunions du cadre de partenariat entre le Gouvernement et les bailleur de fonds ;
- ✓ Orientation des groupes techniques à sa charge dans la préparation de leurs rapports d'activités trimestriels ainsi que dans la réalisation de leurs actions ;
- ✓ Mise à la disposition des groupes techniques à sa charge toute la documentation nécessaire à la réalisation de leurs activités ;
- ✓ Le suivi régulier des activités des groupes techniques qui sont à sa charge ;
- ✓ Mobilisation des membres des groupes techniques pour la participation dans les différentes réunions organisées à leur intention.

4° L'Assistante Administrative

Sous la responsabilité du Coordonnateur de la Cellule d'appui, Madame Fidès HIDAYA a réalisé les tâches suivantes au cours du premier trimestre 2011:

- ✓ Assistance au Coordonnateur dans l'exercice de ses fonctions quotidiennes ;
- ✓ Assistance au Régisseur et au Comptable dans l'exécution d'Avenant au Devis-Programme PABRE DP2 ;
- ✓ Préparation des engagements des dépenses liées au DP2 du PABRE ;
- ✓ Saisie et préparation du mémoire n° 2 du DP2 PABRE en TOMFED ;
- ✓ Saisie et préparation du mémoire n° 3 du DP2 PABRE en TMFED ;
- ✓ Mise à la disposition du Comptable du DP1 PABRE de la documentation nécessaire du Mémoire N°1 DP1 PABRE au vu de répondre aux dépenses soulignés inéligibles par la D.U.E ;
- ✓ Préparation des réunions du Cadre de Partenariat ;
- ✓ Préparation des réunions du Comité de Pilotage ;
- ✓ Transmission des P.V. des réunions du Comité Technique du Cadre de Partenariat aux Membres du Comité Technique ;

- ✓ Transmission des P.V. des réunions du Comité de Pilotage de la SGFP aux Membres du Comité de Pilotage ;
- ✓ Réception et Expédition du courrier ;
- ✓ Dactylographié des différents documents de la Cellule ;
- ✓ Archivage des documents de la Cellule ;
- ✓ Accueil des visiteurs de la Cellule ;
- ✓ Accomplissement de toutes les autres tâches lui confiées par le Coordonnateur de la Cellule.

II. 2. Le Responsable du Site WEB :

Monsieur Audifax a réalisé les travaux suivant au cours du 3^{ème} trimestre 2011

- ✓ La publication des informations pertinentes et des événements importants sur le Site Web du Ministère des Finances ;
- ✓ La gestion et la maintenance du Site Web ainsi que son matériel ;
- ✓ Suivi de l'accès à l'internet par les membres de la Cellule et d'autres Cadres du Ministère des Finances ;
- ✓ Suivi régulier et maintenance du parc informatique de la Cellule et celui du Cabinet du Ministre des Finances ;
- ✓ Assistance technique en informatique au personnel de la Cellule et du Cabinet du Ministre des Finances ;
- ✓ Facilitation de configuration et d'installation d'un rétroprojecteur en cas de présentation pendant les réunions du Cadre de Partenariat, des réunions de missions des bailleurs de fonds et des réunions des groupes techniques
- ✓ Facilité aux cadres de la Cellule, du Cabinet, du SIGEFI et aux autres Services d'avoir accès à l'internet
- ✓ Installation d'antivirus dans différents ordinateurs de la Cellule et ceux du Cabinet du Ministre
- ✓ Configuration du scanner se trouvant au bureau du secrétariat du Cabinet du Ministre
- ✓ Installation du toner dans les 2 imprimantes des Conseillers à la Cellule
- ✓ Reconfiguration complète de l'ordinateur de l'Assistant Technique Belge et celui de l'Union Européenne
- ✓ Réparation de l'ordinateur portable du comptable du DP2 PABRE.

II. 3. Le Coordonnateur-Adjoint de la Cellule

En collaboration avec le Coordonnateur, **Monsieur Désiré MUSHARITSE, Adjoint du Coordonnateur de la Cellule** a réalisé les activités suivantes :

- ✓ Le suivi de la mise en œuvre de la SGFP ;
- ✓ Le suivi de la mise en œuvre du programme économique et financier convenu entre le Gouvernement et le FMI (5^{ème} et 6^{ème} Revue) ;
- ✓ Le suivi et l'encadrement permanent du travail des trois conseillers, spécialement en rapport avec les activités des groupes techniques ;
- ✓ La coordination des travaux de tous les groupes techniques ;
- ✓ Suivi de la réalisation des indicateurs de performances qui conditionnent le décaissement des appuis budgétaires par les bailleurs de fonds ;
- ✓ Rédaction du rapport trimestriel (deuxième trimestre 2011) ;
- ✓ Préparation et l'organisation des réunions du Cadre de Partenariat et du Comité de Pilotage de la SGFP;
- ✓ Suivi régulier de l'état d'avancement des travaux des groupes techniques ;
- ✓ Coordination des différentes missions des bailleurs spécialement celles liées aux appuis budgétaires ;
- ✓ Coordination des missions d'assistance technique.

II. 4 Le Coordonnateur de la Cellule d'Appui

Monsieur Joseph NDAYIKEZA, Coordonnateur de la Cellule a réalisé les activités suivantes :

- ✓ Pilotage et la coordination des réformes de GFP ;
- ✓ La coordination de toutes les activités du personnel de la Cellule, du Projet SIGEFI, du Service Préparation et Prévision budgétaire ;
- ✓ Identification des indicateurs de performances qui conditionnent le décaissement des appuis budgétaires de nos partenaires ;
- ✓ Dialogue régulier avec les différents partenaires ;
- ✓ Encadrement de l'équipe des statisticiens chargés de l'élaboration du TOFE et du document de suivi d'exécution budgétaire ;
- ✓ Coordination et suivi de la mise en œuvre de la Stratégie de Gestion des Finances Publiques ;
- ✓ Présidence des réunions du Comité Technique du Cadre de Partenariat et du comité de pilotage ;

- ✓ Suivi du Programme de Facilité Elargie pour le Crédit (FEC) convenu entre le Gouvernement et le FMI ;
- ✓ Participations aux réunions auxquelles la Cellule d'appui a été conviées.
- ✓ Préparation du projet de Budget 2012 ;
- ✓ Formulation de Conseils au Ministre des Finances en rapport avec les missions dévolues à la Cellule d'appui.

III. CONCLUSION

La mise en œuvre de la SGFP a évolué lentement au cours de ce troisième trimestre 2011. Cela est dû au fait que le troisième trimestre était consacré aux travaux de préparation du budget pour l'exercice 2012. Malgré cette entrave, des nouveaux progrès ont été réalisés grâce aux efforts fournis par les groupes techniques en collaboration avec la Cellule d'Appui au Suivi des Réformes

Cependant, la mise en œuvre effective de cette stratégie reste caractérisée par certaines faiblesses dues aux retards qu'accusent la validation de textes d'application de la loi organique relative aux finances publiques et au manque d'assistance technique et de financement pour certains programmes.